

## Appel urgent mai 2024

## Azerbaïdjan

86,600km<sup>2</sup>, 10 412 651 habitants Capitale Bakou

Chef de l'État : Ilham ALIYEV, depuis 2003 !

Pratique de la torture : Oui Peine de mort : Abolie

République à régime présidentiel, alliée des États-Unis, mais aussi de la Russie. En fait, une dictature « Poker face », la grande victorieuse de la guerre en Ukraine (nous signale Radio free Europe). La corruption y est galopante et l'impunité, reine.

L'Azerbaïdjan a ratifié la Convention des Nations Unies contre la torture et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)

Selon les proches du défenseur et les rapports de médias, le leader des droits humains **Anar Mammadli** a été forcé de monter dans une voiture dans l'après-midi du 29 avril 2024 et a été placé en détention à Bakou. La police a empêché son avocat d'être présent lors de la perquisition de son domicile. Celle du domicile de ses parents a également été menée sans avocat. Il s'agit d'une violation criante des dispositions légales, violation devenue emblématique des cas de persécution politique en Azerbaïdjan.

**M. Mammadli** est accusé de "contrebande en groupe". Le 30 avril 2024, en vertu de l'article 206.3.2 du Code pénal azerbaïdjanais, une détention provisoire de 3 mois et 28 jours a été ordonnée à son encontre. Son cas serait lié à celui des journalistes d'Abzas Media. Leur arrestation en novembre 2023 a marqué le début d'une nouvelle vague de répression brutale contre les médias libres et les derniers remparts de la société civile indépendante. Depuis, plus d'une douzaine de journalistes et de défenseurs des droits humains ont été emprisonnés sur base d'accusations fallacieuses. En mars, une autre plateforme médiatique, Toplum TV, a fait l'objet d'une descente de police. Des rapports ont épinglé des allégations de torture, de mauvais traitements et d'autres violations des droits des personnes interpellées.

Des groupes de la société civile ont estimé que le nombre de prisonniers politiques en Azerbaïdjan s'élève actuellement à plus de 288. **Anar Mammadli** est la dernière victime des tentatives du gouvernement pour éradiquer la dissidence et paralyser toute défense légitime des droits humains, cela quelques mois avant que l'Azerbaïdjan n'accueille la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique- la COP29- en novembre 2024 à Bakou.

La détention d'**Anar Mammadli** doit également être comprise comme une forme de représailles directes pour ses efforts d'observation des élections et pour son travail en faveur des droits de l'homme. Ainsi il s'est impliqué dans le plaidoyer international au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en mars 2024. Il y a pris la parole lors d'événements parallèles organisés par des organisations de la société civile internationale. **M. Mammadli** y a souligné les violations des libertés fondamentales dans son pays, appelant à la libération des prisonniers politiques et à l'amélioration de l'environnement juridique et politique pour les défenseurs des droits humains. Ces appels étaient conformes aux recommandations de la Climate of Justice Initiative, un projet de la société civile azerbaïdjanaise récemment créé. Il cherche à utiliser la COP29 comme une occasion de restaurer l'espace civique dans le pays.

**Anar Mammadli** a déjà été emprisonné pour son travail lié aux élections présidentielles de 2013 en Azerbaïdjan. Il a passé deux ans et demi en prison et a été reconnu internationalement comme un prisonnier politique. Il a reçu le prestigieux prix des droits de l'homme Václav Havel, décerné par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en 2014. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a estimé que sa détention était motivée par des considérations politiques. Malgré les appels persistants du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, les autorités azerbaïdjanaises n'ont toujours pas pleinement mis en œuvre cet arrêt de la CEDH. La précédente condamnation injustifiée de **Mammadli** par l'Azerbaïdjan n'a pas encore été annulée, ses droits civils et politiques n'ont pas été rétablis et il n'a pas été indemnisé. (Obs\_org)